

**SOCOTEC ANTILLES GUYANE**

128 Chemin Saint-Antoine
Route de Montabo - BP 60029

97321 CAYENNE CEDEX

Tél. : (+33)5.94.30.12.12

Fax : (+33)5.94.31.28.52

Sécurité & protection de la santé

N/Réf : JR120/22/083

Affaire suivie par : Rony THENARD

Tél. : 06 94 23 69 29(M)

E-mail : Rony.THENARD@socotec.com

Dossier n° : 2010S9733000009 1000

Construction d'un nouvel ensemble Alimentation Loisirs RSMA GUYANE-

Quartier Nemo

97320 SAINT-LAURENT-DU-MARONI

RSMA DE LA GUYANE

QUARTIER NEMO

97320 SAINT-LAURENT-DU-MARONI France

A CAYENNE , le 10/05/2022

Madame, Monsieur,

Nous vous prions de trouver ci-joint le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé concernant le projet cité en référence à diffuser aux entreprises.

Ce document comporte l'indice de révision n° 0.

Nous vous en souhaitons bonne réception et restons à votre disposition pour tout renseignement utile.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Le coordonnateur

Autres destinataires	Fax et Email
CED GUYANE - Assistant maître d'ouvrage : M. Manolé PIED	0594353955 - manole.pied@ced97.com
RSMA DE LA GUYANE - Maître d'ouvrage : M. José CASTILLO	- castillo.jose@guyane-sma.fr
JUNGLE ARCHITECTURE GROUP - Architecte : M. Franck BRASSELET	0594354860 - jag@jagarchi.fr

Mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

**Construction d'un nouvel Ensemble Alimentation Loisirs
RSMA GUYANE- Quartier Nemo
97320 SAINT-LAURENT-DU-MARONI**

**Plan Général de Coordination
en matière de Sécurité et de Protection de la Santé**
Mission CSPS : Catégorie 1



INDICE	DATE	MODIFICATIONS	RÉDACTION
0	10/05/2022	PGC du 10/05/2022	Rony THENARD

Maître d'ouvrage	RSMA DE LA GUYANE Tél. : Fax :	QUARTIER NEMO 97320 SAINT-LAURENT-DU-MARONI France
Assistant maître d'ouvrage	CED GUYANE Tél. : 0594285757 Fax : 0594353955	Route de Baduel Immeuble BRED - 700 97300 CAYENNE
Architecte	JUNGLE ARCHITECTURE GROUP Tél. : 0594357765 Fax : 0594354860	2291, Route des Plages 97354 REMIRE-MONTJOLY
Inspection du travail	DIECCTE de GUYANE Tél. : 0594295367 Fax : 0594295371	859, Rocade de Zéphir 97306 CAYENNE Cedex Guyane
Organisme de prévention	CGSS GUYANE Tél. : 0594396000 Fax : 0594396001	Espace Turenne - RADAMONTHE Route de RABAN BP7015 97307 CAYENNE Cedex
COORDONNATEUR SPS	SOCOTEC ANTILLES GUYANE 128 Chemin Saint-Antoine Tél. : (+33)5.94.30.12.12 Fax : (+33)5.94.31.28.52	Route de Montabo - BP 60029 97321 CAYENNE CEDEX

N° - Lot attribué	Entreprise (Titulaire / Sous-traitant)	Adresse	Téléphone Télécopie Email
1A - Désamiantage			
1B - Démolition			
2A - Terrassement, VRD,Phyto-restauration			
2B - Gros Oeuvre, BTCS			
2C - Ossature charpente Bois			
2D - Etanchéité, Toiture végétalisée			
3A - Menuiserie bois , mobilier			
3B - Menuiserie Aluminium, Métal			
4 - Revêtement de sol, Faux-plafonds, Cloisons/Doublage, Peinture			
5A - Plomberie			
5B - Electricité, Courant Fort, Courant Faible, Photovoltaïque			
5C - Climatisation			
6A - Equipements Process cuisine			

N° - Lot attribué	Entreprise (Titulaire / Sous-traitant)	Adresse	Téléphone Télécopie Email
6B - Cloisons/ Portes Process cuisine			
6C - Production Froid Process cuisine			
7 - Aménagements paysagers			

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER	9
1.1. Liste des intervenants.....	9
1.2. Description sommaire du programme	9
1.3. Déclaration d'intention se commencement de travaux (D.I.C.T.)	10
1.4. Coordonnées des organismes administratifs de prévention, des services publics et des secours	10
1.5. Document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité.....	10
1.5.1. Planification et organisation des livraisons.....	10
2. ENVIRONNEMENT ET INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	11
2.1. Caractéristiques du sol.....	11
2.2. Présence éventuelle de matériaux dangereux	11
2.3. Réseaux existants aériens et/ou enterrés.....	11
2.4. Ouvrages existants à démolir	11
2.5. Activités à proximité du site.....	12
2.6. Pollution des sols	12
3. MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION	13
3.1. Mesures d'organisation	13
3.1.1. Planification des travaux.....	13
3.2. Accès chantier - Limitation aux personnes autorisées.....	13
3.2.1. Clôture de chantier	13
3.2.2. Mesures d'identification	13
3.3. Circulations des véhicules	14
3.3.1. Aire de livraison	14
3.3.2. Voirie de chantier stabilisée	14
3.3.3. Voirie définitive	14
3.4. Circulations horizontales des piétons	14
3.4.1. Voie d'accès piéton	14
3.4.2. Auvents de protection aux entrées de bâtiments	14
3.5. Circulations verticales des piétons	15
3.5.1. Escaliers	15
3.5.2. Tour d'escalier	15
3.6. Nettoyage et évacuation des déchets	15
3.6.1. Bennes à gravais et déchets	15
3.6.2. Acheminement des déchets vers les bennes.....	15
3.6.3. Evacuation des matières dangereuses	15
3.7. Stockage et entreposage	15
3.7.1. Zones de stockage des matériaux et matériels.....	16
3.8. Manutentions et approvisionnements.....	16

3.8.1.	Moyens de manutention communs	16
3.8.2.	Grue à tour ou grue mobile	16
3.8.3.	Moyens de levage propre à chaque lot	16
3.9.	Réseaux de distribution	16
3.9.1.	Installation de distribution électrique	17
3.9.2.	Points d'eau et évacuation	17
3.10.	Risques spécifiques	17
3.10.1.	Utilisation de produits dangereux	17
3.10.2.	Procédure de permis de feu	17
4.	MESURES DE COORDINATION PARTICULIERES	19
4.1.	Travaux de démolition	19
4.1.1.	Diagnostic amiante	19
4.1.2.	Déchets amiantés	19
4.2.	Travaux de terrassement - fondations	19
4.2.1.	Aménagement des talus et fonds de fouille	19
4.2.2.	Stabilité provisoire des murs de soutènement	19
4.2.3.	Balisages	19
4.2.4.	Traitement des eaux de ruissellement	20
4.3.	Travaux de gros-oeuvre	20
4.3.1.	Elévation	20
4.3.2.	Planchers	20
4.3.3.	Incorporation des lots techniques	20
4.4.	Travaux en rive de plancher	21
4.4.1.	Conception des protections collectives	21
4.4.2.	Garde-corps provisoires en rive de plancher	21
4.4.3.	Garde-corps bas maçonnés sur balcons et acrotères	21
4.4.4.	Trémies et réservation de dalles	21
4.5.	Travaux en façade, habillage bloc de terre	21
4.5.1.	Echafaudage sur pied	21
4.6.	Travaux de charpente	23
4.6.1.	Montage et assemblage de la charpente	23
4.7.	Travaux en toiture terrasse - étanchéité	23
4.7.1.	Filet de protection	23
4.8.	Mise en place toiture végétalisée	24
4.8.1.	Interdiction de dépose des garde-corps	24
4.8.2.	Suppression des Travaux superposés	24
4.9.	Equipements de protection	24
4.9.1.	Equipements de Protections Collectives	24
4.9.2.	Equipements de Protections Individuelles	24
4.9.3.	Protections définitives	25
5.	MESURES GENERALES DE SALUBRITE	26
5.1.	VRD primaires	26
5.1.1.	Evacuation des eaux usées	26
5.2.	Installations de chantier - cantonnements	26

5.2.1.	Dimensionnement et organisation	26
5.2.2.	Entretien	26
6.	ORGANISATION DES SECOURS	27
6.1.	Moyens d'alerte.....	27
6.1.1.	Téléphone.....	27
6.1.2.	Consignes de sécurité	27
6.2.	Moyens de secours	27
6.2.1.	Sauveteurs secouristes du travail	27
6.2.2.	Matériel de secours	27
7.	MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS	28
7.1.	Concertation et information entre les entreprises	28
7.1.1.	Coordonnateur SPS	28
7.1.2.	Phase préparation de chantier	28
7.1.3.	Phase travaux.....	28
7.1.4.	Sous-traitance	28
7.1.5.	Travailleurs indépendants et locatiers.....	29
7.2.	Diffusion des documents.....	29
7.2.1.	PGC, PPSPS.....	29
7.2.2.	Recueil de chantier	29
7.2.3.	Registre journal	29
8.	ANNEXES	31
8.1.	Projet de règlement de CISSCT	31
8.2.	En cas d'accident	37
8.3.	Fiche de renseignement	38

1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

Conformément au 1° de l'article R. 4532-44 du code du travail, la liste des entreprises titulaires de lot retenues par le Maître d'Ouvrage et des sous-traitants déclarés par les titulaires de lots, ainsi que leur effectif et leur nombre total, sont portés et tenus à jour au titre du Plan Général de Coordination lorsqu'il n'a pas été possible de les renseigner totalement à la date d'envoi de la déclaration préalable.

Le Coordonnateur SPS établissant le Plan Général de Coordination avant la nomination des entreprises, le présent chapitre renvoie au registre journal où les éléments visés ci-dessus sont tenus à jour régulièrement.

1.2. Description sommaire du programme

Le présent document a pour principal objet de fixer les modalités de sécurité à respecter pour la réalisation des travaux dans le cadre de la construction du Nouvel Ensemble Alimentation-Loisirs du RSMA à Saint Laurent du Maroni en Guyane.

Descriptif

Le projet est prévu sur une zone déjà bâtie, il est considéré que les bâtiments existants seront démolis entièrement, compris la purge des fondations.

La partie Nord du bâtiment côté pôle production et locaux techniques est fondée sur semelles filantes et ou isolées.

Le lot VRD livre dans cette zone une plateforme avec un module de Westergaard de 50 MPa/m support d'un dallage sur terre-plein. Des murs de soutènements en fond de plateforme permettent l'aménagement d'une zone cultivable sur un remblai.

La partie Sud du bâtiment en RDC repose sur un socle béton. Ce socle en infrastructure est constitué d'un maillage de poteaux béton circulaire reprenant un réseau de poutre portant un plancher. Ce plancher en béton est dimensionné pour reprendre les charges d'exploitations du projet.

Les planchers sont prévus pour recevoir un revêtement scellé de 7 cm. Les poutres en béton armé seront prolongées de consoles pour porter la coursière extérieure en bois. La trame de répartition de ces structures est de 6.50 m par 6.50 m.

Cet ensemble formant une structure porteuse de type pilotis, est repris au sol par des semelles superficielles.

En RDC, la structure bois se posera sur le socle béton, des relevés béton en périphérie des façades, permettent la fixation des ossatures bois des façades bois dessinées selon l'implantation des plans de l'architecte.

La superstructure est composée d'une trame de poteaux et poutres porteurs répartie selon une trame de 6.50 m par 6.50 m. Des murs en béton et en maçonnerie d'aggloméré de béton, composent les éléments verticaux, et de contreventements. Cette superstructure verticale porteuse a des hauteurs variables pour permettent la réalisation du plancher béton formant une vague. Ce plancher est prolongé d'un porte à faux de 2.50 à 3.00 m, formant une casquette de protection des coursives basses en bois. L'acrotère béton surmontant ce plancher à l'aplomb des murs porteurs délimite la zone végétalisée sur plancher.

Cette végétalisation est prévue pour une épaisseur de terre de 15 cm, soit une charge permanente de 400 kg/m² et une charge de 250 kg/m².

Un habillage sera réalisé en bloc de terre compactée « brique BTC » sur les parois du self-service, selon l'aménagement des plans architecte.

La Brique de Guyane est composée de latérites issues des carrières de Guyane.

La description complète des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le dossier PRO.

1.3. Déclaration d'intention se commencement de travaux (D.I.C.T.)

Conformément aux dispositions visées à l'article n° 65-48 du 08 janvier 1965, l'entreprise qui entend effectuer des fouilles en tranchées doit s'informer auprès des exploitants de l'éventuelle existence de canalisations électriques afin d'en connaître l'implantation, la nature et la valeur des tensions en exploitation.

L'entreprise principale devra avant le démarrage de ses travaux, adresser une DICT aux administrations ou organismes concernés (EDF, CGE, France Télécom, etc. ...) au moyen d'un formulaire de déclaration type CERFA n ° 14 434*02.

Une fois la déclaration effectuée au moins 30 jours avant la date présumée du démarrage des travaux, l'entreprise attendra les réponses des concessionnaires concernés avant d'autoriser une intervention sur le terrain.

Au vu de la réponse écrite des concessionnaires, l'entreprise s'assurera qu'au cours de l'exécution de ces travaux, aucun travailleur, engin ou outil, ne puisse s'approcher à une distance dangereuse des pièces conductrices de la canalisation repérée.

1.4. Coordonnées des organismes administratifs de prévention, des services publics et des secours

Cette liste présente avant le sommaire fera l'objet d'une annexe du présent PGC, dans le cas d'un complément d'information.

1.5. Document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité

Document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)

En phase de conception de chantier, des voiries d'accès stabilisées exemptes d'obstacles et des zones de stationnement pour les véhicules de livraison doivent être prévues par le maître d'ouvrages et à sa charge.

C'est également le cas pour leur entretien, leur maintien en l'état ainsi que le changement de zone de stockage ou de voiries. Le maître d'ouvrage (ou son CSPS) et/ou le maître d'œuvre procèdent à une évaluation du risque prenant en compte les gabarits des véhicules de transport ou de livraison et l'évolution de l'appareil de levage et de sa charge pour empêcher toute activité dans les zones de déchargement.

Ils doivent définir les circulations, sur le plan d'installation du chantier le cas échéant. Il prendra en compte les risques de collision entre les véhicules et le personnel circulant au sol.

Dans les zones de déchargement, des équipements adaptés peuvent permettre d'avoir accès en sécurité au chargement (quais de déchargement, plate-forme individuelle roulante...).

Dispositifs prévus	A la charge de
1.5.1. Planification et organisation des livraisons	
L'entreprise affectera une personne à la planification et organisation des livraisons	Tous Corps d'Etats
Chaque entreprise remettra une semaine à l'avance, ses prévisions de livraison.	Tous Corps d'Etats

2. ENVIRONNEMENT ET INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

2.1. Caractéristiques du sol

L'attention des entreprises adjudicataires des lots VRD et GROS OEUVRE, est attirée sur l'importance de prendre parfaitement connaissance du site et du « RAPPORT DE SOL » du géotechnicien (Suivant l'étude géotechnique G2 AVP de Ginger LBTP G du 10/08/2021 réf : A002.L0071,) avant d'entreprendre tous travaux de terrassement afin de prendre les dispositions nécessaires pour le bon maintien des terres des talus lors des terrassements généraux et des tranchées.

Une méthodologie précise de la part de l'entreprise concernée devra être décrite dans le PPSPS pour éviter tout risque d'enfouissement et toute déstabilisation des bâtiments existants et des voiries existantes.

2.2. Présence éventuelle de matériaux dangereux

Dans le cadre des travaux de fouilles en tranchée, nous rappelons aux entreprises que les conduits en amiante ciment qui pourraient être découverts sont en matériaux considérés comme dangereux.

Dans ce cadre, de prendre toute disposition nécessaire à la protection des travailleurs, et de mettre en place les mesures de prévention telles que définies par le décret 96-98 du 7 février 1996 (et ses arrêtés d'application du 14 mai 1996) qui fixe les règles de protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante.

2.3. Réseaux existants aériens et/ou enterrés

En présence de réseaux divers telle que ligne électrique aérienne, l'entreprise chargée des travaux prendra toutes les dispositions nécessaires pour ces travaux à proximité.

L'entreprise de terrassement devra avant le démarrage de ses travaux, adresser une DICT aux administrations, établissements ou organismes concernés (EDF, CGE, PTT, etc...) formulaire de déclaration CERFA n° 14 434*02.

Les travaux ne pourront être entrepris qu'après la communication à l'entreprise des indications et recommandations fournies par les exploitants.

Dès réception des documents, l'entreprise enverra une copie au Maître d'OEuvre ainsi qu'au Coordonnateur SPS.

Si les travaux annoncés dans la DICT ne sont pas entrepris dans un délai de 2 mois à compter de la date du récépissé, l'entreprise devra déposer une nouvelle déclaration.

Lorsque les travaux doivent être effectués au voisinage d'une ligne, d'une canalisation ou d'une installation électrique souterraine ou non, qu'il a été convenu de mettre hors tension, le travail ne peut commencer que lorsque l'entreprise concernée est en possession d'une « attestation de mise hors tension » écrite, datée et signée par l'exploitant (art. 175 du décret du 8 janvier 1965 modifié).

Dans tous les cas, l'entreprise est tenue de vérifier, avant démarrage des travaux, la nature et la position des ouvrages.

2.4. Ouvrages existants à démolir

Conformément à l'article R. 1334-27 du code de la santé publique les propriétaires des immeubles dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997, sont tenus préalablement à la démolition d'effectuer un repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et de transmettre les résultats de ces repérages à toute personne physique ou morale appelée à concevoir ou à réaliser des travaux.

Ce repérage est réalisé selon les modalités prévues à l'Arrêté du 02 janvier 2002.

Dossier technique amiante Foyer et carbet de projection du 25/01/2006 Réf GUY/CT/06/197/JFB, établi par SOCOTEC. Rapport d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante, Réf JR120S/16/268 établi par SOCOTEC.

Conformément à l'article R. 1334-28 du code la santé publique les propriétaires communiquent le dossier technique amiante (DTA) à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti et conservent une attestation écrite de cette communication.

2.5. Activités à proximité du site

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que l'opération à construire se déroule en site occupé.

Si pour la réalisation des travaux, les entreprises devaient utilisés des appareils particuliers de levage ou de manutention, il sera nécessaire de prendre des précautions concernant particulièrement l'emploi de grues mobiles ou de grues à tour, en mettant en place des dispositifs et auxiliaires de sécurité tels que :

Anémomètre, limiteurs de course, limiteurs d'orientation, vis à vis de ces bâtiments et voies, et de faire toutes demandes d'autorisations utiles concernant entre autre leur survol éventuel.

Les copies de ces autorisations seront transmises à la Maîtrise d'OEuvre et au Coordonnateur SPS.

Nous vous rappelons que les voies de circulation et de livraison devront être maintenues toujours roulantes et sécurisées pendant toute la durée du chantier.

Des mesures seront prises contre :

- les bruits
- les vibrations
- les poussières
- les coupures d'eau, d'électricité, etc...

Des mesures seront prises pour :

- l'information des riverains, des personnels
- la mise en place de panneaux d'affichage
- les signalisations
- les aménagements des horaires de travail des entreprises si nécessité

2.6. Pollution des sols

Les entreprises retenues devront s'efforcer d'apporter la gêne minimale en évitant toutes dégradations des lieux et de l'environnement.

Il devront attacher une grande importance au respect du site.

Il sera procédé à un état des lieux avant travaux.

Une fosse de décantation et de vidange des camions toupies sera créée et figurera sur le Plan d'Installation de chantier.

De même, les fûts contenant des huiles et/ou hydrocarbures seront positionnés et stockés sur bacs de rétention.

3. MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION

Conformément aux 2° et 3° de l'article R. 4532.44 du Code du Travail, ce chapitre précise les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'OEuvre suivant les dispositions prévues en concertation avec le Coordonnateur SPS, ainsi que les mesures de Coordination SPS prises par le Coordonnateur SPS et les sujétions qui en découlent.

3.1. Mesures d'organisation

Dispositifs prévus	A la charge de
3.1.1. Planification des travaux	
Dès la phase de préparation de chantier, un planning d'exécution des travaux sera élaboré de manière à assurer le respect des grands principes généraux de prévention définis à l'article L. 4121-1 du CT.	Maître d'OEuvre
Le plan de phasage devra permettre de respecter les principes généraux de prévention définis à l'article L. 4121-2 II du code du travail et faciliter l'organisation du chantier et la coordination entre les différents intervenants sur le chantier	Maître d'OEuvre
Le Coordonnateur SPS se réserve le droit de demander une modification de ce phasage, si des contraintes ultérieures venaient à rendre indispensable la réalisation des travaux dans un ordre différent.	Coordonnateur SPS
Dans ce cas, la Maîtrise d'OEuvre devra adapter son phasage de manière à ce qu'il réponde à ces contraintes, tout en garantissant un niveau de sécurité équivalent au phasage initial.	Maître d'OEuvre
Le délai global d'exécution des travaux est fixé par le Maître d'OEuvre en concertation avec le Maître d'Ouvrage.	Maître d'OEuvre

3.2. Accès chantier - Limitation aux personnes autorisées

Dispositifs prévus	A la charge de
3.2.1. Clôture de chantier	
Une clôture stable, rigide et continue sera mise en place tout autour du chantier dès le début des travaux de terrassement et jusqu'à la fin du chantier. Le treillis soudé est à proscrire.	2B - Gros Oeuvre, BTCS
3.2.2. Mesures d'identification	
Il est de la responsabilité de chaque entreprise pour ce qui la concerne, de gérer, de coordonner et de contrôler les accès au chantier de son personnel, de ses prestataires de service et de ses	Tous Corps d'Etats

Dispositifs prévus	A la charge de
livraisons. Elle nommera un responsable de ce contrôle dans son personnel.	
Chaque entreprise affichera et tiendra à jour en permanence la liste de leurs salariés affectés à l'opération, ainsi que de leurs sous-traitants.	Tous Corps d'Etats
Les visites de chantier par des tiers sont interdites, sauf accord préalable du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS.	Tous Corps d'Etats

3.3. Circulations des véhicules

Dispositifs prévus	A la charge de
3.3.1. Aire de livraison	
Une aire de livraison stabilisée sera prévue sur l'emprise du chantier	2A - Terrassement, VRD,Phyto-restauration
3.3.2. Voirie de chantier stabilisée	
Une voirie de chantier stabilisée sera mise en place dès que possible lors des terrassements	2A - Terrassement, VRD,Phyto-restauration
3.3.3. Voirie définitive	
La voirie définitive sera mise en place dès que possible.	2A - Terrassement, VRD,Phyto-restauration

3.4. Circulations horizontales des piétons

Dispositifs prévus	A la charge de
3.4.1. Voie d'accès piéton	
La voirie définitive sera mise en place dès la fin des terrassements.	2B - Gros Oeuvre, BTCS
3.4.2. Auvents de protection aux entrées de bâtiments	
Un auvent de protection contre les chutes d'objet pourra être installé au droit de chaque pénétration piétonne dans la construction.	2B - Gros Oeuvre, BTCS

3.5. Circulations verticales des piétons

Dispositifs prévus	A la charge de
3.5.1. Escaliers	
Les escaliers définitifs seront mis en place au plus tôt, à l'avancement des dalles.	2B - Gros Oeuvre, BTCS
3.5.2. Tour d'escalier	
Des tours d'escalier seront mise en place pour l'accès à tous les logements des différents niveaux à l'avancement des dalles.	2B - Gros Oeuvre, BTCS

3.6. Nettoyage et évacuation des déchets

Dispositifs prévus	A la charge de
3.6.1. Bennes à gravois et déchets	
Des bennes à gravois et déchets seront mis en place pour l'ensemble des intervenants du chantier. Les bennes seront remplacées suivant les besoins du chantier	2B - Gros Oeuvre, BTCS
3.6.2. Acheminement des déchets vers les bennes	
Chaque entreprise gardera la charge d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes. Les déchets ne seront pas stockés à l'intérieur des bâtiments.	Tous Corps d'Etats
En cas de carence, le maître d'œuvre fera nettoyer les déchets des entreprises par un prestataire extérieur, qui sera mis à la charge des entreprises responsables.	Entreprise Concernée
3.6.3. Evacuation des matières dangereuses	
Les déchets issus de matières dangereuses seront évacués et traités par les entreprises concernées.	Entreprise Concernée

3.7. Stockage et entreposage

Dispositifs prévus	A la charge de
3.7.1. Zones de stockage des matériaux et matériels	
Des zones de stockage suffisamment grandes, planes avec un sol stabilisé seront prévues sur le chantier. Ces zones seront dédiées à chaque entreprise avec un affichage à leur nom.	Entreprise Concernée
Les matériaux à risque seront stockés à l'écart avec une signalisation de danger adaptée.	Entreprise Concernée

3.8. Manutentions et approvisionnements

Dispositifs prévus	A la charge de
3.8.1. Moyens de manutention communs	
Les entreprises devront chercher une utilisation commune des appareils de levage afin de limiter les risques d'interférence. Préalablement à leur intervention, chaque entreprise précisera dans son PPSPS. Le plan d'implantation des éventuels appareils de levage qui lui seraient spécifiques et de ses zones de stockage, ainsi que les besoins particuliers d'approvisionnement et d'évacuation nécessitant l'utilisation des moyens de levage communs.	Tous Corps d'Etats
L'entreprise devra prévoir les appareils de levage adaptés aux charges à lever et aux manutentions à effectuer.	Entreprise Concernée
3.8.2. Grue à tour ou grue mobile	
Lors de la mise en service d'appareils de levage sur le chantier (grue à tour ou mobile), l'entreprise tiendra compte des dispositions prévues dans la circulaire ministérielle du 09 Juillet 1987 et les notes techniques du 06 Mars 1991. Ces installations seront vérifiées préalablement à leur mise en service sur le chantier. Leur utilisation ne pourra avoir lieu que dans la mesure où les réserves principales seront levées. Les rapports de vérifications des appareils devront systématiquement être communiqués au coordonnateur.	2B - Gros Oeuvre, BTCS
3.8.3. Moyens de levage propre à chaque lot	
Après le départ de la grue, chaque entreprise utilisera des moyens de levage propres. L'emprise, le planning d'utilisation et les modes opératoires de ces équipements seront soumis à l'approbation du Coordonnateur	Entreprise Concernée

3.9. Réseaux de distribution

Dispositifs prévus	A la charge de
3.9.1. Installation de distribution électrique	
Un tableau général de répartition avec les protections nécessaires sera installée selon le point de livraison et les consignes du Maître d'œuvre.	2B - Gros Oeuvre, BTCS
Les armoires de distribution présenteront des départs séparés avec sectionneur pour les différentes utilisations du chantier comme les bureaux, les éclairages extérieurs, les appareils de levage et les coffrets de distribution dans les bâtiments.	2B - Gros Oeuvre, BTCS
Des coffrets de distribution équipés de PC seront installés sur chaque niveau et ne devront pas être distants de plus de 25m de tout point du bâtiment.	2B - Gros Oeuvre, BTCS
3.9.2. Points d'eau et évacuation	
Des robinets de puisage seront installés	2B - Gros Oeuvre, BTCS

3.10. Risques spécifiques

Dispositifs prévus	A la charge de
3.10.1. Utilisation de produits dangereux	
A performance égale, l'emploi d'un produit ne présentant pas de danger pour la santé et la sécurité devra être privilégié.	Entreprise Concernée
Les travaux nécessitant le recours à des produits chimiques dangereux sont à proscrire dans la mesure du possible. Lorsque leur utilisation ne peut être évitée, ils ne seront mis en œuvre qu'avec les protections collectives (balisage de zone) et individuelles (masques, gants, etc.) adaptées à chaque cas.	Entreprise Concernée
Les fiches de données de sécurité NFT 01 100 correspondantes seront communiquées au Coordonnateur SPS avant toute intervention et commentées à l'ensemble du personnel utilisant ces produits.	Entreprise Concernée
3.10.2. Procédure de permis de feu	
Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble de ces postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture des moyens de protection adaptés aux risques créés.	Tous Corps d'Etats
Les entreprises mettant en œuvre des produits inflammables devront procéder à une surveillance de l'ambiance de travail et mettre si nécessaire en place un dispositif de ventilation	Tous Corps d'Etats

Dispositifs prévus	A la charge de
mécanique. Elles devront également signaler la zone de travail à risque. <ul style="list-style-type: none">• Zone en activité : permis feu,• Présence obligatoire : extincteurs.	

4. MESURES DE COORDINATION PARTICULIERES

4.1. Travaux de démolition

La détoxification consiste à retirer ou à déposer par déconstruction les produits ou matériaux, incorporés ou stockés, et qui sont dangereux par contact, inhalation ou ingestion (l'amiante et les produits en contenant, matériaux lourds tels que plomb qui rentrent dans la composition de certaines peintures ; les produits radioactifs et les éventuels produits chimiques entreposés etc...).

Dispositifs prévus	A la charge de
4.1.1. Diagnostic amiante	
Un diagnostic amiante, plomb ou autres produits dangereux sera fait avant tout démarrage des travaux de démolition. Dossier technique amiante Foyer et carbet de projection du 25/01/2006 Réf GUY/CT/06/197/JFB, établi par SOCOTEC. Rapport d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante, Réf JR120S/16/268 établi par SOCOTEC.	Maître d'Ouvrage
4.1.2. Déchets amiantés	
Les déchets de matériaux et équipements contenant des fibres d'amiante sont conditionnés dans des sacs étiquetés spécialement conçus à cet effet avant leurs sorties dans la zone à désamianter.	1A - Désamiantage
Tout ceci conformément au plan de retrait fourni par la maîtrise d'ouvrage et l'entreprise concernée.	Maître d'Ouvrage

4.2. Travaux de terrassement - fondations

Dispositifs prévus	A la charge de
4.2.1. Aménagement des talus et fonds de fouille	
Les rampes d'accès en fond de fouille seront stabilisés et leur dimensionnement sera de 1,5 fois la largeur des engins.	2A - Terrassement, VRD, Phyto-restauration
4.2.2. Stabilité provisoire des murs de soutènement	
Des protections de type buttons ou étaielements seront installées à l'avancement des travaux.	2A - Terrassement, VRD, Phyto-restauration
4.2.3. Balisages	

Dispositifs prévus	A la charge de
Des balisages seront installés en tête des tranchées et des taluts provisoires	2A - Terrassement, VRD,Phyto-restauration
4.2.4. Traitement des eaux de ruissellement	
Les eaux d'infiltration seront récupérées et si nécessaire des rabattements de nappe seront mis en place.	2A - Terrassement, VRD,Phyto-restauration

4.3. Travaux de gros-oeuvre

Dispositifs prévus	A la charge de
4.3.1. Elévation	
La pose des protections périphériques en tête de murs seront installées avant le démarrage de la réalisation des planchers. Les escaliers en béton préfabriqués seront privilégiés, leur pose se fera à l'avancement de la réalisation des planchers. En l'absence d'escaliers définitifs, les accès aux planchers se feront par des tours escaliers ou des sapines	2B - Gros Oeuvre, BTCS
Prévoir concertation avec le lot Terrassements Généraux pour faciliter l'accès des engins à l'arrière des bâtiments pour réaliser les remblaiements (enlèvement consoles de banches, étalements, ...)	2B - Gros Oeuvre, BTCS
4.3.2. Planchers	
La préfabrication et la mise en œuvre de béton prêt à l'emploi seront privilégiées pour faciliter la mise en œuvre et limiter les encombrements. Les escaliers béton préfabriqués seront posés à l'avancement des dalles pour faciliter l'accès aux planchers. Les protections collectives seront installées à l'avancement.	2B - Gros Oeuvre, BTCS
4.3.3. Incorporation des lots techniques	
L'entreprise assurera les accès des entreprises des lots techniques qui ont des incorporations à réaliser dans les planchers et les murs avant coulage du béton. L'entreprise n'acceptera l'intervention des lots techniques que sur autorisation du chef de chantier	2B - Gros Oeuvre, BTCS

4.4. Travaux en rive de plancher

Dispositifs prévus	A la charge de
4.4.1. Conception des protections collectives	
Les protections collectives seront conçues pour que les travaux soient réalisés en sécurité à tout moment, y compris lors du démontage de ces dernières.	2B - Gros Oeuvre, BTCS
Les garde-corps sur montants fichés dans des inserts incorporés à la dalle seront privilégiés pour rester en place jusqu'à la pose des garde-corps ou des équipements définitifs	2B - Gros Oeuvre, BTCS
4.4.2. Garde-corps provisoires en rive de plancher	
Les garde-corps provisoires sur tous les vides seront installés à l'avancement des travaux. Ces garde-corps comporteront lisse, sous-lisse et plinthe.	2B - Gros Oeuvre, BTCS
4.4.3. Garde-corps bas maçonnés sur balcons et acrotères	
Les garde-corps bas maçonnés et acrotères seront réalisés au plus tôt à l'avancement des travaux.	2B - Gros Oeuvre, BTCS
La mise en place des réhausses définitives sera faite au plus tôt dès l'avancement des travaux. En cas d'impossibilité, des garde-corps provisoires seront installés. Ceux-ci permettront le montage des garde-corps définitifs avant le démontage des provisoires (prévoir exemple photo).	2B - Gros Oeuvre, BTCS
4.4.4. Trémies et réservation de dalles	
Toutes les trémies et réservations de dalles seront protégées soit par des platelages, soit par des garde-corps provisoires. Ils seront posés au plus tôt à l'avancement des travaux.	2B - Gros Oeuvre, BTCS

4.5. Travaux en façade, habillage bloc de terre

Dispositifs prévus	A la charge de
4.5.1. Echafaudage sur pied	
L'ensemble des travaux intervenant en façade sera exécuté de telle façon que le personnel ne soit pas exposé à un risque de chute de hauteur. Un échafaudage sera installé en pied de façade sur un sol nivelé et stabilisé.	Tous Corps d'Etats

Dispositifs prévus	A la charge de
<p>L'entreprise devra prendre en compte les derniers, arrêtés, décrets et circulaires concernant la mise en œuvre des échafaudages de pieds notamment l'article R. 4323-69 rappelle « les échafaudages ne peuvent être montés, démontés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate.</p>	Entreprise Concernée
<p>L'ensemble des travaux intervenant en façade sera exécuté de telle façon que le personnel ne soit pas exposé à un risque de chute de hauteur. Un échafaudage sera installé en pied de façade sur un sol nivelé et stabilisé.</p> <p>Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées.</p> <p>La formation comporte notamment (article R. 4323-69 du Code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la compréhension du plan de montage, de démontage ou de transformation de l'échafaudage, • la sécurité lors du montage, du démontage ou de la transformation de l'échafaudage, • les mesures de prévention des risques de chute de personnes ou d'objets, • les mesures de sécurité en cas de changement des conditions météorologiques qui pourraient être préjudiciable aux personnes en affectant la sécurité de l'échafaudage, • les conditions en matière d'efforts de structure admissibles, • tout autre risque que les opérations de montage, de démontage et de transformation précitées peuvent comporter. <p>Travaux temporaires en hauteur</p> <p>Postes de travail et dispositifs de protection collective</p> <p>Les travaux temporaires en hauteur doivent être réalisés à partir d'un plan de travail conçu, installé ou équipé de manière à préserver la santé et la sécurité des travailleurs, et permettant également l'exécution des travaux dans des conditions ergonomiques (article R. 4323-58 du Code du travail).</p> <p>La prévention des chutes de hauteur à partir d'un plan de travail peut être assurée par diverses protections collectives, soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente (article R. 4323-59 du Code du travail).</p> <p>Les dispositifs de protection collective doivent en outre être conçus et installés de manière à éviter leur interruption aux points d'accès aux postes de travail.</p> <p>Toutes les mesures doivent être prises pour éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire de dispositifs de protection collective pour éviter les chutes.</p> <p>Les postes de travail pour la réalisation de travaux en hauteur doivent être accessibles en toute sécurité et la circulation en hauteur doit pouvoir s'effectuer en toute sécurité (article R. 4323-65 à R. 4323-67).</p> <p>Mesures alternatives</p> <p>Ces dispositions sont complétées par des mesures alternatives en cas d'impossibilité de mise en place d'un garde-corps : dispositifs de recueil souples (article R. 4323-60) ou recours aux EPI comme les systèmes d'arrêt de chute (article R. 4323-61). Le Code du travail présente en quelque sorte les installations permanentes comme « référence » pour la réalisation de ces travaux. Lorsque ces installations permanentes n'existent pas et qu'il est techniquement impossible de les envisager, le recours à des équipements de travail est possible, en respectant quelques grands principes pour leur choix et leur utilisation (article R. 4323-62).</p> <p>Au nombre de ces équipements, les échafaudages font l'objet de dispositions spécifiques (articles R. 4323-69 à R. 4323-80 du Code du travail et arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages).</p> <p>Interdictions</p>	Tous Corps d'Etats

Dispositifs prévus	A la charge de
<p>Par ailleurs, d'une manière générale, il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'utiliser des échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail. Il ne peut y être dérogé qu'en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif (article R. 4323-63) ; de recourir aux techniques d'accès et de positionnement au moyen de cordes pour constituer un poste de travail. Il ne peut y être dérogé qu'en cas d'impossibilité technique de faire appel à des équipements assurant la protection collective des travailleurs ou après évaluation du risque dans les conditions prévues à l'article R. 4323-64. Les conditions d'utilisation sont alors strictement encadrées (articles R. 4323-89 et R. 4323-90). de réaliser des travaux en hauteur, quel que soit l'installation ou l'équipement, lorsque les conditions météorologiques (vent important, tempête...) ou les conditions liées à l'environnement du poste de travail sont susceptibles de compromettre la sécurité et la santé des travailleurs (article R. 4323-68). <p>L'entreprise chargée des remblais en pied des façades devra assurer le nivellement et le compactage de la périphérie des bâtiments sur une largeur permettant la mise en place d'un échafaudage ou le passage d'une nacelle.</p>	

4.6. Travaux de charpente

Dispositifs prévus	A la charge de
4.6.1. Montage et assemblage de la charpente	
Les zones de montage ou reprise de la charpente devront être balisées avec interdiction à toutes personnes étrangères à l'entreprise de pénétrer dans la zone.	2C - Ossature charpente Bois
Les assemblages en hauteur se feront à partir de nacelles ou d'échafaudages de pied selon la nature du sol d'intervention	2C - Ossature charpente Bois
<p>Le montage de la structure secondaire des façades doit se faire en décalage avec la pose des longrines de soubassement pour éviter la superposition des postes de travail et les risques d'interférences.</p> <p>Les retouches de peinture sur toute la charpente se feront avant de quitter le chantier</p>	2C - Ossature charpente Bois

4.7. Travaux en toiture terrasse - étanchéité

Dispositifs prévus	A la charge de
4.7.1. Filet de protection	
Un filet de protection sera installée sous les parties de charpente qui ne reposent pas sur un	2C - Ossature charpente

Dispositifs prévus	A la charge de
plancher.	Bois

4.8. Mise en place toiture végétalisée

Dispositifs prévus	A la charge de
4.8.1. Interdiction de dépose des garde-corps	
Aucune dépose de garde-corps, même provisoire, ne sera acceptée. Les garde-corps provisoires sur tous les vides seront installés à l'avancement des travaux. Ces garde-corps comporteront lisse, sous-lisse et plinthe.	Tous Corps d'Etats
4.8.2. Suppression des Travaux superposés	
Les travaux superposés seront interdits	Tous Corps d'Etats
Si l'origine, d'une superposition ponctuelle est liée à un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	Tous Corps d'Etats
Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous des postes de travail en élévation (échafaudage de grande hauteur, nacelles élévatrices, échafaudages volants ...) seront interdites d'accès au moyen d'un dispositif physique.	Tous Corps d'Etats
Il sera procédé régulièrement à l'inventaire des zones d'intervention et de circulation ainsi qu'à leur coordination.	Maître d'OEuvre

4.9. Equipements de protection

Dispositifs prévus	A la charge de
4.9.1. Equipements de Protections Collectives	
Interdiction d'enlever les protections collectives sans autorisation du Maître d'OEuvre ou du Coordonnateur SPS.	Tous Corps d'Etats
4.9.2. Equipements de Protections Individuelles	
Les entreprises doivent mettre gratuitement à disposition de tous leurs salariés et soustraitants des Equipements de Protection Individuelle réglementaires et adaptés aux travaux à réaliser.	Tous Corps d'Etats

Dispositifs prévus	A la charge de
Ces équipements devront être conformes aux normes en vigueur.	Tous Corps d'Etats
<p>Le port, du casque et des chaussures de protection, est obligatoire dans l'enceinte du chantier.</p> <p>La protection individuelle est à proscrire, obligation de mettre en place une protection collective.</p> <p>Avant tout travaux en hauteur, l'entreprise doit procéder à l'analyse des risques liés à ses travaux. Elle doit élaborer un mode opératoire décrivant phase par phase les mesures de prévention retenues, résultant de son analyse et le faire appliquer par ses équipes.</p> <p>Il est rappelé que les mesures mises en œuvre devront limiter à 1m maximum la hauteur de chute possible (ou limiter les effets de la chute à ceux équivalent à une chute de 1m.</p> <p>La priorité doit être accordée aux équipements de travail assurant une protection collective des salariés.</p> <p>La mise en œuvre de la protection individuelle nécessitera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La production d'une note de calcul des ancrages et crochets (ancrages +support) vérifiée par un organisme qualifié. - L'analyse des tirants d'air disponibles dans chaque situation de travail afin de garantir une distance de sécurité libre de 1m (selon les dispositions des recommandations R430 et R431 de la CNAMTS et de la norme européenne EN 795). 	Tous Corps d'Etats
4.9.3. Protections définitives	
Les mains courantes et les garde-corps définitifs seront obligatoirement approvisionnés sur le chantier dans des délais suffisants pour qu'il soit mises en place avant démontage des protections de façade de manière à ce que la continuité des protections collectives soit assurée.	Entreprise Concernée
Si cela s'avérait impossible l'entreprise chargée des protections définitives devrait mettre en place des garde-corps provisoires composés d'une lisse haute, d'une lisse intermédiaire et d'une plinthe selon les dispositions à préciser par le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS.	Entreprise Concernée

5. MESURES GENERALES DE SALUBRITE

5.1. VRD primaires

Dispositifs prévus	A la charge de
5.1.1. Evacuation des eaux usées	
Les installations sanitaires seront raccordées à l'égout dès l'installation des cantonnements.	2B - Gros Oeuvre, BTCS
En cas d'impossibilité, une fosse sceptique à vidanger sera installée et l'accès pour le camion pompe sera prévu.	2B - Gros Oeuvre, BTCS

5.2. Installations de chantier - cantonnements

Dispositifs prévus	A la charge de
5.2.1. Dimensionnement et organisation	
Les installations collectives de chantier seront mise en place pour toute la durée du chantier pour un effectif moyen de 25 personnes. Les règles de dimensionnement sont rappelées en annexe.	2B - Gros Oeuvre, BTCS
5.2.2. Entretien	
Les installations seront nettoyées et entretenues quotidiennement. Les consommables seront réapprovisionnés.	2B - Gros Oeuvre, BTCS

6. ORGANISATION DES SECOURS

6.1. Moyens d'alerte

Dispositifs prévus	A la charge de
6.1.1. Téléphone	
Le téléphone de la salle de réunion sera en permanence accessible à l'ensemble des personnels, pour l'appel des secours.	2B - Gros Oeuvre, BTCS
Les numéros d'appel d'urgence seront affichés à proximité du téléphone.	2B - Gros Oeuvre, BTCS
6.1.2. Consignes de sécurité	
Les consignes de sécurité de chaque entreprise seront précisées dans les PPSPS.	Tous Corps d'Etats

6.2. Moyens de secours

Dispositifs prévus	A la charge de
6.2.1. Sauveteurs secouristes du travail	
Chaque entreprise, conformément à la réglementation, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés Sauveteurs Secouristes du Travail formés ou recyclés.	Tous Corps d'Etats
Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.	Entreprise Concernée
6.2.2. Matériel de secours	
Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.	Tous Corps d'Etats
Une trousse de secours commune sera laissée dans la salle de réunion.	Entreprise Concernée

7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS

7.1. Concertation et information entre les entreprises

Dispositifs prévus	A la charge de
7.1.1. Coordonnateur SPS	
Conformément aux dispositions de l'article L4532-2 du Code du travail, l'opération fait l'objet d'une Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.	Maître d'Ouvrage
7.1.2. Phase préparation de chantier	
Les entreprises titulaires de diffuseront au Coordonnateur SPS les éléments suivants : Les noms et adresses des entreprises et sous-traitants. La date approximative d'intervention de chaque sous-traitant. L'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier; La durée prévue des travaux de chaque sous-traitant.	Tous Corps d'Etats
Chaque entreprise titulaire ou sous-traitante procédera à une visite d'inspection commune du chantier avec le Coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer.	Tous Corps d'Etats
Chaque entreprise titulaire ou sous-traitante doit rédiger un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) qui doit être remis le jour de la visite d'inspection commune pour analyse.	Tous Corps d'Etats
Le P.P.S.P.S. devra être validé par le Coordonnateur SPS avant le début des travaux.	Tous Corps d'Etats
7.1.3. Phase travaux	
Pendant toute la durée du chantier, le Coordonnateur SPS organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, en vue d'assurer les conditions de sécurité et de travail optimales.	Tous Corps d'Etats
A ce titre, chaque entreprise devra intégrer dans son organisation de travail, ainsi que dans le choix des moyens mis à disposition de ses salariés, les modalités retenues par le Coordonnateur SPS.	Entreprise Concernée
7.1.4. Sous-traitance	
Toutes les entreprises titulaires et sous-traitantes informeront le coordonnateur SPS de toute sous-traitance de leurs travaux. Les sous-traitants participeront à une inspection commune	Tous Corps d'Etats

Dispositifs prévus	A la charge de
préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.	
7.1.5. Travailleurs indépendants et locatiers	
Les travailleurs indépendants, les locatiers et les locateurs participeront à une visite d'inspection commune avec remise d'un P.P.S.P.S. qui doit être validé avant le début des travaux.	Tous Corps d'Etats

7.2. Diffusion des documents

Dispositifs prévus	A la charge de
7.2.1. PGC, PPSPS	
Le Maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs.	Maître d'Ouvrage
Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS.	Tous Corps d'Etats
Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.	Entreprise Concernée
7.2.2. Recueil de chantier	
Le recueil de chantier est un extrait du registre journal, il est à disposition sur le chantier (cantonnement) et consultable par l'ensemble des intervenants.	Coordonnateur SPS
"Il contient la liste des intervenants et la copie des observations et notifications du coordonnateur aux différents intervenants.	Entreprise Concernée
7.2.3. Registre journal	
Le Registre Journal doit réglementairement contenir : Les comptes rendus des inspections communes, Les observations ou notifications que le coordonnateur juge nécessaire de faire, La liste des entreprises intervenantes (sous-traitants compris) avec le nom, l'adresse, la date approximative d'intervention, la durée prévue des travaux de chacune d'elles, Le procès verbal de passation de consignes entre coordonnateurs.	Coordonnateur SPS
Le Registre Journal est entreposé dans les bureaux de la SOCOTEC. Le Coordonnateur peut présenter son Registre Journal sur leur demande : au Maître d'ouvrage,	Coordonnateur SPS

Dispositifs prévus	A la charge de
aux représentants de l'Inspection du Travail et de l'organisme de Sécurité Sociale compétente en matière de prévention des risques professionnels,	

8. ANNEXES

8.1. Projet de règlement de CISSCT

PROJET DE REGLEMENT DE COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Article 1 - CONSTITUTION ET DUREE

Un Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) est constitué par le Maître d'ouvrage conformément à l'article L.4532-10 du code du travail sur le chantier

Construction d'un nouvel ensemble Alimentation Loisirs
RSMA GUYANE- Quartier Nemo

97320 SAINT-LAURENT-DU-MARONI

Il cessera ses activités sur sa décision, en accord avec le Directeur départemental du travail, et au plus tard à la réception des travaux.

Article 2 - MISSIONS

Les missions du Collège, définies par l'article L.4532-13 du code du travail, seront les suivantes :

- Définir les règles communes destinées à assurer le respect des mesures de prévention dans le cadre de la coopération entre les entreprises.
- Vérifier qu'il est effectivement donné suite aux mesures retenues par les membres du Collège ou spécifiées par le coordonnateur.
- Examiner les suggestions ayant un lien avec la coordination générale en matière d'hygiène et de sécurité, émises par les CHSCT ou les délégués du personnel des entreprises.
- Examiner les accidents du travail survenus sur le chantier et notamment ceux dont l'une des causes pourrait trouver son origine dans les mesures retenues pour la coordination générale de sécurité et santé du chantier.
- Examiner les formations dispensées par les entreprises en application de l'article L.1221-2 du code du travail et proposer éventuellement des formations complémentaires.

Article 3 - RESPONSABILITES

L'intervention du Collège ne saurait modifier :

- La nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux entreprises en application des autres dispositions du code du travail,

- les obligations imposées aux entreprises par les contrats les liant au maître d'ouvrage,
- les attributions et les fonctionnements des autres institutions compétentes de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Article 4 - COMPOSITION

Le Collège comprend :

- des membres ayant voix délibératives :
- le coordonnateur en phase de réalisation, Président,
- le maître d'œuvre désigné par le Maître d'Ouvrage,
- le chef de chacune des entreprises intervenant sur le chantier¹ ou son représentant habilité,
- le coordonnateur en phase de conception dès lors que sa participation s'avère utile.
- des membres ayant voix consultatives :
- le représentant des salariés de chacune des entreprises intervenant sur le chantier,

Peuvent participer avec voix consultatives :

- L'Inspecteur du Travail ou son représentant,
- Le secrétaire général du Comité Régional de l'OPPBTP ou son représentant,
- L'Ingénieur en chef du service prévention de la CARSAT ou son représentant,
- le ou les médecins du travail des entreprises intervenant sur le chantier.

Le Collège peut décider d'entendre toute personne particulièrement compétente sur un sujet déterminé.

Article 5 - ATTRIBUTIONS

Le Président :

- 1) Convoque les membres du Collège et les participants aux réunions ordinaires et extraordinaires, plénières ou restreintes,
- 2) Arrête l'ordre du jour des réunions,
- 3) Porte à l'ordre du jour les questions des membres du Collège relevant de la compétence du CISSCT,
- 4) Préside les réunions, avec voix prépondérante, ainsi qu'il est dit à l'article 6 ci-dessous.
- 5) Rédige les procès-verbaux et les joints aux convocations de la réunion suivante.
- 6) Consigne les procès-verbaux dans le registre prévu à cet effet et les conserve pendant 5 ans,
- 7) Représente le Collège à l'égard des tiers,
- 8) S'assure de l'application des mesures adoptées par le Collège.

Article 6 - ADOPTION DES DECISIONS

-
1. On entend par entreprises intervenantes les entreprises titulaires de lot et l'ensemble de leurs sous-traitants.

Les décisions du Collège sont adoptées à la majorité des membres présents ayant voix délibératives.

En cas de partage égal des voix, celle du président emporte la décision.

Article 7 - CONVOCATION AUX REUNIONS

Les convocations écrites sont adressées, au plus tard, deux semaines avant la réunion, à tous les membres du Collège et aux participants, sauf urgence.

L'ordre du jour arrêté par le président est annexé à la convocation.

Article 8 - PREMIERE REUNION

Le président convoque les membres du Collège et les participants à une première réunion qui doit avoir lieu dès que deux entreprises sont présentes sur le chantier.

L'ordre du jour de cette réunion comprend obligatoirement :

- 1) L'adoption du Règlement du Collège.
- 2) Le rappel des mesures de coordination prévues au P.G.C.

Article 9 - HARMONISATION DES PLANS PARTICULIERS SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)

Article 9.1 - Harmonisation à l'initiative du président

Le président réalise une étude des PPSPS faisant ressortir les points sur lesquels une harmonisation est nécessaire.

Il est fait part au Collège des dispositions de nature à régler les problèmes liés à l'harmonisation des PPSPS et notamment de double emploi éventuel des dispositifs et installations de sécurité et santé, et de coordination des mesures prévues en matière de sécurité et santé.

Article 9.2 - Harmonisation à l'initiative des autres membres du Collège

Lorsqu'un besoin d'harmonisation complémentaire se révèle en cours d'exécution des travaux, le Collège saisit le président et propose les modifications qu'il apparaît nécessaire d'apporter aux PPSPS déjà établis.

Article 10 - RÉUNIONS PLÉNIÈRES

Les entreprises doivent faire désigner et convoquer leurs représentants salariés pour participer à ces réunions.

Les entreprises qui ne sont pas tenues de participer au CISSCT et qui ne souhaitent pas y participer doivent, à réception de la convocation, aviser le président du Collège qu'elles n'y seront pas représentées.

Le Président du Collège leur donne acte de cet avis.

Article 10.1 - Périodicité des réunions

Sans préjudice des dispositions de l'article 8 ci-dessus, la date de chaque réunion sera fixée lors de la réunion précédente selon une périodicité de (X) mois, ce délai ne pouvant en aucun cas être dépassé. Chaque réunion est précédée d'une inspection de chantier.

Le Président peut provoquer la réunion du Collège en dehors des dates initialement prévues, si l'une des conditions suivantes est remplie :

- 1) A la demande de la majorité des représentants ayant voix délibérative.
 - 2) A la demande motivée du tiers des membres représentant les salariés.
- A la suite de tout accident ayant eu ou ayant pu entraîner des conséquences graves.
- 3) Dans le cas de règlement de difficulté prévu au dernier article paragraphe 1 du présent règlement.

Article 10.2 - Objet

Les réunions plénières sont consacrées, en principe, à l'examen des seules questions qui concernent l'ensemble des entreprises.

Outre les points prévus aux articles 8 et 9 ci-dessus, elles comprennent notamment :

- L'approbation du procès-verbal de la précédente réunion,
- L'examen des observations faites lors de la visite du chantier,
- L'examen des suites données aux observations et décisions formulées lors de la précédente réunion,
- Les suggestions et observations formulées par le CISSCT,
- Le recensement des formations à la sécurité réalisées par les entreprises et la proposition d'actions de formation complémentaires.
- L'examen des statistiques des accidents survenus sur le chantier, l'étude des accidents et notamment de ceux dont l'une des causes pourrait avoir son origine dans les mesures retenues par le Collège pour la coordination générale de sécurité et de santé.

Chaque entreprise est tenue d'adresser au Président du Collège, dans les 48 heures, une copie de toute déclaration d'accident du travail avec arrêt.

En outre, chaque entreprise est tenue d'adresser au président du Collège, une note relative à tout accident ou tout incident qui a effectivement eu, ou qui aurait pu avoir, une conséquence grave sur l'un quelconque des personnels du chantier.

Ces notes comprendront les informations suivantes :

- La description détaillée des circonstances de l'accident ou de l'incident, et plus particulièrement le procédé opératoire normal et occasionnel des tâches qui sont à l'origine du fait observé,
- Le nom de l'entreprise, la qualification et la fonction (normales ou occasionnelles) et la situation vis-à-vis de la Médecine du travail des intéressés,
- Le rôle et l'état des matériels mis éventuellement en cause,
- Tout élément de nature à comprendre les faits observés et à en prévenir le renouvellement.
- L'action menée par l'entreprise à la suite de cet événement.

Ces documents seront consignés dans le registre tenu par le Président du Collège. Ils seront examinés en réunion plénière. Ils pourront être utilisés pour harmoniser les PPSPS, étudier la modification éventuelle des postes de travail et établir les statistiques d'accidents prévues au présent article.

* Cette périodicité ne peut dépasser 3 mois, elle est fixée en fonction de la nature et de l'importance des travaux.

Article 10.3 - Procès-verbaux

Les délibérations du Collège sont consignées dans les procès-verbaux établis et transmis par le Président à tous les membres du Collège, aux participants, avec les convocations à la réunion suivante.

Chaque entreprise est tenue de diffuser une copie des procès-verbaux aux membres de son CHSCT ou, à défaut, aux délégués du personnel.

Article 11 - REUNIONS RESTREINTES

Des réunions restreintes peuvent être organisées à la demande du Président ou de membres du Collège, pour résoudre des problèmes qui, bien qu'entrant dans les attributions du Collège, ne concernent qu'un nombre réduit d'entreprises.

Les comptes rendus de ces réunions sont communiqués, pour information, à la réunion plénière suivante du Collège.

Article 12 - APPLICATION DES DECISIONS

Les décisions du Collège sont immédiatement exécutoires et, sauf spécifications contraires, s'appliquent à toutes les entreprises présentes sur le chantier ainsi qu'aux entreprises qui y arriveront ultérieurement.

Article 13 - RESSOURCES

Les dépenses de fonctionnement (secrétariat et logistique) sont supportées par le maître d'ouvrage.

Les dépenses résultant de l'exécution des décisions d'intérêt général prises par le Collège sont supportées par l'ensemble des entreprises au prorata des montants initiaux des marchés.

Chaque entreprise titulaire d'un marché, et chaque sous-traitant agréé prend, lors de la signature de son marché, l'engagement de supporter les dépenses résultant de cette organisation collective dans les conditions définies ci-dessus.

Toutefois, les dépenses concernant des dispositions particulières ne pourront être imputées qu'aux entreprises directement intéressées. Les dépenses importantes présentant un intérêt général pourront être réparties différemment suivant les décisions du Collège.

Article 14 - GESTION

L'entreprise remplit le rôle d'entité support du Collège et à ce titre :

- règle les dépenses engagées pour l'exécution des décisions prises par le Collège,
- procède au recouvrement auprès de l'ensemble des entreprises des avances qu'elle a faites pour le règlement des dépenses engagées pour l'exécution des décisions du Collège, sur présentation de pièces justificatives,
- procède auprès des entreprises aux appels de fonds relatifs aux dépenses faites par elles, en application des décisions du CISST pour "des dispositions particulières" ou "présentant un intérêt général", tels que définis à l'article 15.

Article 15 - PROCEDURE DE REGLEMENT DES DIFFICULTES

Tout différend entre une entreprise et l'entreprise support fera l'objet d'une tentative de conciliation par le Collège en réunion plénière. Il en ira de même de tout différend né entre des entreprises membres du Collège à propos des mesures décidées par le Collège.

Tout différend entre le coordonnateur et une entreprise au sujet de l'application du présent règlement sera soumis à la personne responsable du marché.

8.2. En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez les Pompiers
Portable international

18

112

et dites :

Ici Chantier

TELEPHONE : 0594

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur un plancher, au sol ou dans une fouille...

ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

par exemple : trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyez quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER.

A PREVENIR IMMEDIATEMENT

INSPECTION DU TRAVAIL
CGSS ~~Soc~~ PREVENTION

0594 29 53 67

0594 39 80 00

SOCOTEC

0594 30 12 12

NUMEROS UTILES POUR L'ENCADREMENT

POMPIERS
SAMU
GENDARMERIE

18

15

17


CENTRE ANTI-POISON

SECOURS EDF

0594.39.52.53

0594.32.09.78

8.3. Fiche de renseignement

Opération	DEPARTEMENT DE LA GUYANE VILLE DE ST LAURENT Construction de l'ensemble Alimentation Loisirs RSMA	
Contact SPS	rony.thenard@socotec.com guyane@socotec.com	
PGC transmis	A l'appel d'offre	O / N
	Par le titulaire du lot	O / N
	A demander	O / N
Entreprise		
Adresse mail		
Sous-traitant de		
N° du lot (des lots)		
Désignation (s)		
Nom, Prénom du chef d'entreprise (Mail, si différent)		
Responsable du chantier (Mail, si différent)		
Date de démarrage		
Durée prévue		
Effectif moyen		
Effectif Maxi		
Nb de SST 		
Zone d'intervention		
Travaux à réaliser		